



DÉFIS ET OPPORTUNITÉS LIÉS À L'UTILISATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DANS LA GESTION DES ELECTIONS

DECLARATION DU RESAO ET DE ECF-SADC SUR L'UTILISATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DANS LES ELECTIONS AU SEIN DES REGIONS DE LA CEDEAO ET DE LA SADC

La Commission Nationale Electorale Indépendante du Nigéria (INEC) et le Réseau des Structures de gestion Electorale en Afrique de l'Ouest (RESAO) en collaboration avec le Forum des Commissions Electorales des Pays de l'Afrique Australe (ECF/SADC), avec l'appui du Centre Européen d'Appui Electoral (ECES), en charge de la première composante du Programme d'Appui à la Gouvernance démocratique au Nigéria (EU-SDGN) ont tenu une Conférence internationale sur les opportunités et défis liés à l'utilisation des Nouvelles Technologies dans les Elections : Expériences de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Australe, à l'Hôtel Hilton Transcorp d'Abuja, au Nigéria du 9 au 11 Avril 2018.

La Conférence a permis de passer en revue, évaluer et partager les expériences sur la base des leçons tirées par les Organes de Gestion des Elections (OGE) dans les pays de la CEDEAO et de la SADC mais aussi sur l'introduction, les tendances, l'impact et les potentiels de l'utilisation des Nouvelles Technologies dans les Elections depuis trois décennies.

La Conférence a accueilli les Présidents(es), les Vice-Présidents-(es), les membres des Organes de Gestion des Elections des pays de la CEDEAO et de la SADC, des représentants des Ministères et des Agences en charge des processus électoraux dans certains des Etats-membres de la CEDEAO, du Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante du Royaume de Jordanie tout comme le Président de la Commission Electorale du Kenya qui a délivré le discours liminaire.

L'Ambassadeur de l'Union européenne auprès du Nigéria et de la CEDEAO était également présent tout comme le corps diplomatique en poste au Nigéria et certains représentants des Commissions de la CEDEAO et de l'Union africaine.

D'autres participants comme les experts en élections et en nouvelles technologies dans les élections, les membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante du Nigéria (INEC), des Secrétariats du RESAO et d'ECF-SADC, les responsables et membres des partis politiques nigériens et des Organisations de la Société civile, les représentants des médias, ceux des partenaires du Programme d'Appui à la Gouvernance démocratique au Nigéria mais aussi ceux de l'Open Society Initiative for Western Africa (OSIWA), de l'Agence allemande pour la Coopération Internationale (GIZ), de l'International Foundation for Electoral Systems (IFES) mais aussi beaucoup d'autres parties-prenantes aux processus électoraux ont également fait le déplacement.

With the support of:





DÉFIS ET OPPORTUNITÉS LIÉS À L'UTILISATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DANS LA GESTION DES ELECTIONS

Tous les participants à la Conférence :

Reconnaissant les atouts de l'utilisation des Nouvelles Technologies pour la consolidation de la confiance du grand public dans les processus électoraux et la protection du caractère sacré et de l'intégrité du scrutin qui garantit le fait que les responsables politiques des régions de la CEDEAO que de la SADC puissent obtenir leurs mandats et leur légitimité uniquement à travers des élections basées sur des règles découlant de la loi et reflétant la volonté du peuple ;

Saluant le courage, la détermination et la résilience des citoyens et des responsables des Régions de la CEDEAO et de la SADC dans la promotion et la défense de la démocratie par l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information (NTIC) pour renforcer la crédibilité, l'intégrité et la transparence des processus électoraux qui doivent aboutir à l'alternance entre les partis de la majorité et ceux de l'opposition dans une dynamique de transition démocratique et électorale vraiment paisible ;

Reconnaissant le rôle des organisations régionales et internationales des partenaires au développement, des Gouvernements et des Institutions des Etats, des partis politiques, des responsables traditionnels et religieux, des organisations de la Société civile et des citoyens en facilitant et faisant la promotion de l'utilisation des Nouvelles Technologies dans la mise en œuvre des processus électoraux et des transitions pacifiques pour renforcer la démocratie, la bonne gouvernance, la paix tant au niveau national que régional, la stabilité et le développement dans les Régions de la CEDEAO et de la SADC ;

Notant l'adhésion progressive des Etats-membres de la CEDEAO et de la SADC aux multiples déclarations de principe, protocoles internationaux et régionaux, comme la Charte Africaine pour la Démocratie, les Elections et la Gouvernance, le protocole additionnel de la CEDEAO sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance et les Principes et Lignes de Conduite pour la gestion des Elections Démocratiques de la SADC, tous pour améliorer les processus électoraux et le renforcement de la culture démocratique dans les deux régions ;

Portant un regard critique et holistique sur l'adoption, le déploiement et l'utilisation des Nouvelles Technologies dans les Elections, sur les trois dernières décennies, tout en passant en revue l'impact de tels développements et tirant les leçons afin de renforcer l'intégrité et la crédibilité des élections

With the support of:



European Union





DÉFIS ET OPPORTUNITÉS LIÉS À L'UTILISATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DANS LA GESTION DES ELECTIONS

actuelles et futures et de consolider la démocratie et la bonne gouvernance dans les Régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Australe

Déclarent ce qui suit :

1. Les Organes de Gestion des Elections (OGE) des deux Régions, celle de la CEDEAO et celle de la SADC assument de remplir leur devoir national d'organiser et de mener des élections, libres, équitables, crédibles et transparentes tout en gardant à l'esprit que le résultat d'une élection bien menée et acceptée par tous, renforce la paix, la bonne gouvernance, la stabilité et le développement. En contre partie, une élection mal gérée avec des résultats contestés peut déclencher des conflits voire une guerre civile avec les conséquences négatives que l'on connaît, non seulement sur l'Etat concerné mais aussi sur les Etats voisins , la Région voire même le continent ;
2. Les OGE's des Régions de la CEDEAO et de la SADC sont conscients que le maintien de l'utilisation de la technologie lors des élections est une entreprise coûteuse. Cela nécessite la mobilisation de ressources adéquates, qui parfois dépassent la capacité de l'Etat qui devrait en exercer la responsabilité souveraine. Par conséquent, le secteur privé, qui a besoin d'un environnement politique et socio-économique stable et pacifique pour fonctionner et prospérer, devrait contribuer à couvrir le coût des élections;
3. Les OGE's des Régions RESAO et ECF-SADC voudraient bien profiter des opportunités offertes par les innovations technologiques pour améliorer la crédibilité des processus électoraux et renforcer le caractère sacré du scrutin et l'intégrité des résultats électoraux. Ce faisant, les OGE devraient considérer l'application des innovations technologiques dans le processus électoral comme un facilitateur, plutôt que comme une «solution miracle» pour la tenue d'élections de qualité et crédibles en adoptant des technologies simples, appropriées, rentables et durables. Le déploiement de ces équipements et applications technologiques devrait être garanti par la loi, protégé contre les intrusions et accompagné d'une formation appropriée des responsables électoraux et d'une éducation civique et électorale efficace pour susciter la confiance, l'assurance et l'appropriation par toutes les parties prenantes;
4. Les OGE's des Régions de la CEDEAO et de la SADC sont conscients des nombreux défis associés à l'adoption, au déploiement et à l'utilisation des technologies électorales, notamment le déficit d'infrastructure et d'expertise, le coût, le choix et l'efficacité de la

With the support of:



European Union





DÉFIS ET OPPORTUNITÉS LIÉS À L'UTILISATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DANS LA GESTION DES ELECTIONS

technologie ainsi que le double problème des plates-formes de communication et la sécurité des données électorales sensibles dans un monde caractérisé par la cyberguerre et l'ingérence électorale à travers l'utilisation de la technologie à l'échelle mondiale par les acteurs étatiques et non étatiques;

5. Les OGE's des Régions de la CEDEAO et de la SADC reconnaissent que, malgré que l'introduction de la technologie soit une innovation qui est la bienvenue dans le processus électoral, les élections sont régies par la loi. Par conséquent, des efforts doivent être faits pour combler les lacunes entre les innovations technologiques et les réponses du cadre juridique à ces innovations en promulguant des dispositions claires et non ambiguës dans les directives et règlements électoraux qui permettent leur utilisation en temps utile avant les élections. En promulguant des dispositions et réglementations « adaptées », les OGE doivent prendre en considération ces obligations en vertu des protocoles internationaux et régionaux et des meilleures pratiques régissant les élections;
6. Les OGE's des Régions de la CEDEAO et de la SADC s'engagent à renforcer les capacités et la formation de leurs responsables électoraux afin de promouvoir l'efficacité, l'efficience et la performance de l'utilisation des technologies électorales dans l'organisation d'élections libres, équitables, crédibles, transparentes et pacifiques pour offrir de meilleurs services électoraux à l'opinion publique. Des efforts devraient être faits en vue de la création d'un Institut Technique Africain pour encourager la recherche et l'innovation nationales dans le domaine des technologies électorales;
7. Les OGE des Régions de la CEDEAO et de la SADC s'engagent à déployer des technologies appropriées, mettre en commun les ressources électorales, les matériels et les experts communs aux deux régions, sur la base du principe d'assistance mutuelle, de partage des charges et d'avantage comparatif;
8. Les OGE des Régions de la CEDEAO et de la SADC continueront à accélérer l'utilisation de la technologie pour fournir l'accès à l'information et promouvoir l'inclusion politique et la pleine participation et représentation des femmes, des jeunes, des personnes handicapées et de tous les autres groupes marginalisés, y compris les Personnes Déplacées Internes (PDI) et la diaspora dans le processus politique; et
9. Les OGE des Régions de la CEDEAO et de la SADC sont pleinement conscients que pour que la technologie favorise la confiance et l'intégrité électorales, elle doit être simple, exacte, vérifiable, sûre, précise, transparente et comprise par toutes les parties prenantes. Tout en

With the support of:



European Union





DÉFIS ET OPPORTUNITÉS LIÉS À L'UTILISATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DANS LA GESTION DES ELECTIONS

veillant à ce que l'utilisation de la technologie ne soit pas sur-réglementée en termes de dispositions légales, un tel usage doit être bien fondé en droit car la technologie ne peut pas fonctionner dans le vide ou avec elle-même.

10. Les OGE des Régions de la CEDEAO et de la SADC s'engagent à poursuivre leur collaboration et à utiliser la Conférence d'Abuja comme un tournant décisif dans un effort collectif pour approfondir le déploiement de la technologie pour des élections crédibles et la construction de démocraties stables en Afrique.

Adoptée à Abuja (Nigéria) le mercredi 11 avril 2018



Professor Mahmood Yakubu
Président INEC, Président ECONEC



Monica Frassoni
ECES Présidente



Adv. Notemba Tjipuna
Président, CE Namibie et ECF-SADC

With the support of:

